

Déclaration

Qu'on nous permette de faire un pas de côté et de nous écarter un instant de l'ordre du jour, afin d'évoquer au nom de l'UDPA un sujet qui n'est jamais discuté dans cette réunion, ni vraiment présenté dans aucune instance représentative d'ailleurs, en dépit de son impact, des montants engagés et, surtout, de son caractère d'urgence absolue.

Le 14 septembre dernier, une tribune parue dans Le Monde, intitulée : « L'accord de Paris ne suffira pas : la France doit soutenir un traité de non-prolifération des énergies fossiles »¹, rappelait, pour ceux qui l'ignoraient encore, que continuer d'investir dans les énergies fossiles nous empêcherait d'atteindre les objectifs fixés par l'accord de Paris d'un réchauffement de 1,5°C ou 2°C. Signature de plus de trois cents scientifiques à l'appui.

Dans son 6^{ème} et dernier rapport (volet du groupe de travail III)², le GIEC affirmait pour sa part que seule une réduction drastique, immédiate et durable des émissions de gaz à effet de serre pourrait aboutir à un ralentissement du dérèglement climatique. Pour limiter le réchauffement global à +1,5 °C, il faudrait réduire les émissions de l'ordre de 55 % à 70 % d'ici à 2040.

Depuis quelques années maintenant, l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) rappelle aussi, dans ce contexte, que plus aucun nouveau projet fossile n'a sa place pour atteindre zéro émission nette en 2050 tout en limitant le réchauffement à +1,5°C³.

A partir de ce constat, qui n'a rien d'ambigu, l'alternative est simple : on considère que les conclusions du consensus scientifique mondial sont alarmistes et exagérées, et on reste globalement sur une trajectoire de *business as usual* et sur des engagements sincères mais parfois un peu lointains, ou on se demande ce qu'il est réellement possible de faire, qui soit rapide, efficace et à la hauteur des enjeux.

Dans le cas d'AXA, grand assureur, acteur financier et investisseur, il existe une réponse évidente. Ce n'est pas la seule, mais elle serait très efficace, et d'application immédiate. Le gestionnaire d'actifs du groupe AXA IM investit plus d'1 milliard d'euros dans des entreprises développant de nouveaux projets fossiles. Comme cet argent serait mieux placé, s'il servait au développement de la transition énergétique !

AXA IM, il est vrai, participe à son échelle à mettre fin à l'expansion du charbon. La société s'est engagée à exclure de ses nouveaux investissements les développeurs de mines ou centrales à charbon. Elle s'applique aussi à engager efficacement les entreprises du secteur toujours en portefeuille, leur demandant de fermer leurs infrastructures existantes dans les délais nécessaires à la limitation du réchauffement à +1,5°C.

Elle échoue cependant à mettre fin par ailleurs à ses nombreux soutiens à l'expansion pétrolière et continue à réaliser de nouveaux investissements sans condition à destination des entreprises qui développent de nouveaux projets. C'est le cas par exemple pour TotalEnergies : alors qu'AXA IM pourrait user de son influence et de son pouvoir de vote pour contraindre ce développeur à s'engager sur le chemin de la transition, elle a approuvé

¹ « L'accord de Paris ne suffira pas : la France doit soutenir un traité de non-prolifération des énergies fossiles » ([lemonde.fr](https://www.lemonde.fr))

² [Climate Change 2022: Mitigation of Climate Change \(ipcc.ch\)](https://www.ipcc.ch)

³ <https://www.iea.org/reports/net-zero-by-2050>

son plan climat et soutient donc de fait de nombreux projets controversés en Ouganda, en Papouasie Nouvelle-Guinée, au Surinam, en Namibie, en Afrique du Sud, aux Etats-Unis, en Argentine, en Australie, etc. – le plus emblématique peut-être étant le projet EACOP, une catastrophe écologique et sociale programmée, qui est l'exemple de ce qu'il n'est plus décentement possible de faire aujourd'hui.

L'épargne salariale proposée aux salariés du Groupe reflète cette politique. Même s'ils sont parfois labellisés « investissement socialement responsable », « solidaires » ou « bas carbone », comme « AXA DIVERSIFIE SOLIDAIRE », « AXA HORIZON ISR » ou encore « EPSENS BAS CARBONE » –, les fonds engagés sont ou ont été exposés en réalité pour la plupart à des développeurs pétroliers et gaziers⁴ (TotalEnergies à nouveau, ou la société autrichienne OMV, ou encore BP⁵...), qui ont-elles-mêmes des participations dans de nouveaux projets en développement de pétrole et de gaz.

Sur la base de ce constat, nous demandons :

- **Un arrêt immédiat et définitif des nouveaux investissements à destination des entreprises développant de nouveaux projets fossiles (charbon mais aussi pétrole et gaz) et une réorientation résolue en faveur de la transition.**
- Une politique d'engagement robuste visant à **aligner les pratiques des entreprises du secteur fossile en portefeuille aux recommandations du GIEC, ou à la projection de l'AIE pour un scénario +1,5°C.**
- **Concernant spécifiquement l'épargne salariale et retraite d'AXA, une information transparente, complète et directement accessible à toutes et tous, incluant une liste exhaustive du nom des sociétés investies par le fonds. Les collaborateurs ont le droit de savoir ce qu'ils financent au travers de leur épargne.**

En conclusion de cette déclaration, nous voudrions citer le manifeste rédigé par notre président Thomas Buberl en juin dernier, où il disait, non sans une solennité bienvenue, que tout le monde devrait avoir le droit d'avoir confiance dans le futur, et que nous, AXA, avons une responsabilité d'être plus actifs et engagés⁶.

Nous souscrivons à ce vœu. Des actions très efficaces peuvent être engagées sans délai.

⁴ Analyses sur les fonds réalisées en mai 2023, à l'exception du fond « EPSENS BAS CARBONE ISR » analysé sur la base du rapport annuel publié le 30 décembre 2022.

⁵ BP prévoit en 2030 de continuer à investir à plus de 75% dans les énergies fossiles.

⁶ *Everyone should have the right to be hopeful about the future. (...) We have a responsibility to do more. We must try harder.*